

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE
DE LA SEINE-SAINT-DENIS**

**DIRECTION DU SECRETARIAT GENERAL
195 AVENUE PAUL VAILLANT COUTURIER 93014 BOBIGNY CEDEX**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION
ACCORD CADRE PROCEDURE MAPA : 01-2026**

PROCEDURE : ADAPTEE

TYPE DE MARCHE : TRAVAUX

**OBJET DE L'ACCORD-CADRE : TRAVAUX DIVERS D'ENTRETIEN,
D'AMENAGEMENT, DE REAMENAGEMENT DES SITES ET IMMEUBLES
DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE LA SEINE-SAINT-
DENIS**

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

16/03/2026 - 16 HEURES

FEVRIER 2026

SOMMAIRE

1. Objet de l'Accord Cadre.....	3
2. Durée de l'Accord-Cadre	3
3. Organisation de la consultation.....	3
3.1. Mode de dévolution.....	3
3.2. Variantes ou PSE.....	3
3.3. Classification CPV.....	4
3.4. Contenu du dossier de consultation.....	4
3.5. Visites obligatoires	4
3.6. Questions des soumissionnaires	4
4. Présentation des candidatures et offres	5
4.1. Pièces relatives à la candidature	5
4.2. Pièces relatives à l'offre	6
5. Jugement des offres et attribution du marché	6
5.1. Jugement des offres de l'Accord Cadre.....	6
5.2. Négociation	7
5.3. Attribution de l'accord-cadre	7
6. Conditions d'envoi des propositions	7
6.1. Conditions de la dématérialisation	7
6.2. Copie de sauvegarde	8
7. Renseignements complémentaires et voies de recours	8
7.1. Renseignements complémentaires :.....	8
7.2. Voies de recours :	8

PREAMBULE AYANT VALEUR REGLEMENTAIRE

Sous réserve des règles d'ordre public dont il ne fait, parfois, que reprendre les termes, le présent règlement de la consultation a pour objet de définir les règles particulières applicables à la passation du présent accord cadre que doivent respecter les candidats pour présenter leur candidature et leur offre.

Le non-respect des prescriptions obligatoires entraînera selon les cas le rejet de la candidature ou de l'offre.

1. Objet de l'Accord Cadre

Le présent accord-cadre a pour objet des opérations de travaux d'entretien, de rénovation, d'aménagement et/ou de réaménagement de locaux pour des travaux à réaliser dans les sites dépendant de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis (voir liste en annexe 1).

L'accord-cadre sera mono attributaire à bons de commande par lot.

2. Durée de l'Accord-Cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa date de notification. Il pourra être reconduit de manière tacite 3 fois par période de douze (12) mois.

En tout état de cause, l'accord-cadre ne pourra s'exécuter au-delà d'une durée maximale de 4 ans toutes reconductions confondues.

Le Titulaire de l'accord-cadre ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R.2112-4 du Code de la Commande Publique.

La non reconduction du marché ne donne pas lieu à aucune indemnité au profit du Titulaire.

Le pouvoir adjudicateur peut dénoncer le contrat par lettre recommandée papier ou électronique en faisant part de sa décision au Titulaire de ne pas reconduire l'accord-cadre, au moins trois (3) mois avant l'échéance de la période de notification.

Le démarrage des prestations est envisagé à la date mentionnée sur la lettre de notification.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au terme de l'accord cadre.

3. Organisation de la consultation

3.1. Mode de dévolution

L'accord-cadre est alloté selon les corps d'état suivants :

Lot n°1 : Démolition - Maçonnerie

Lot n°2 : Menuiserie bois

Lot n°3 : Serrurerie, métallerie- menuiserie aluminium

Lot n°4 : Electricité courants forts et courants faibles

Lot n°5 : CVC - Plomberie

Lot n°6 : Sols souples

Lot n°7 : Peintures, revêtements intérieurs

Lot n°8 : Plafonds suspendus – cloisons amovibles

Lot n°9 : câblage courants faibles et courants forts associés

Les candidats peuvent présenter une offre pour un, plusieurs ou la totalité des lots. Dans les deux derniers cas, les candidats peuvent, soit présenter un seul exemplaire des documents relatifs à leur candidature et scinder lot par lot les éléments relatifs à leurs offres, soit présenter pour chacun des lots les éléments relatifs à leurs candidatures et à leurs offres.

Les offres sont appréciées lot par lot.

3.2. Variantes ou PSE

Sans objet pour le présent accord-cadre.

3.3. Classification CPV

Lot n°1 : Démolition – Maçonnerie : **45.26.25.22-6, 45.41.00.00-4, 45.43.10.00-7**
Lot n°2 : Menuiserie bois : **45.42.10.00-4**
Lot n°3 : Serrurerie, métallerie - menuiserie aluminium : **45.42.11.30-4 et 45.42.11.40-7**
Lot n°4 : Electricité courants forts et courants faibles : **45.31.12.00-2**
Lot n°5 : CVC – Plomberie : **45.33.00.00-9 et 45.33.10.00-6**
Lot n°6 : Sols souples : **45.43.21.11-5**
Lot n°7 : Peintures, revêtements intérieurs : **45.44.21.00-8 et 45.43.22.10-9**
Lot n°8 : Plafonds suspendus – cloisons amovibles : **45.42.11.46-9**
Lot n°9 : Câblage courants faibles et courants forts associés : **45.31.43.20-0 et 45.31.12.00-2**

3.4. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation remis aux candidats comprend les éléments suivants :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes,
- le présent Règlement de la Consultation et ses annexes,
- le CCAP et annexes
- Le CCTP de chaque lot

Le délai de validité des offres est de 120 jours (cent vingt jours) à compter de la date limite de remise de l'offre finale.

3.5. Visites obligatoires

Le soumissionnaire est tenu de se rendre sur place pour apprécier la technicité, la documentation, l'étendue des travaux à réaliser ainsi que les conditions spécifiques d'exécution, notamment les contraintes liées à la localisation des sites, les accès, les conditions de travail. Cette visite permettra aussi au soumissionnaire d'établir une proposition chiffrée en toute connaissance de cause.

Il est précisé que cette visite présente un caractère obligatoire pour la recevabilité de l'offre.

Les visites auront lieu :

Mediacom, 31-33 rue du Landy, 93200 Saint Denis;

le 05 mars 2026 à 09h00

Bobigny Siège, 195 avenue Paul Vaillant Couturier, 93014 Bobigny Cedex;

le 12 mars 2026 à 10h30

Il incombe aux soumissionnaires de confirmer leur venue en prenant rendez-vous sur les adresses mail suivantes :

Pour les lots 1 à 8 :

elimane.seck@assurance-maladie.fr

CHARLESSULLY.ANDANGANDANG@assurance-maladie.fr

julien.trassard@assurance-maladie.fr

Pour le lot 9 :

reseau-drt.cpam-seine-saint-denis@assurance-maladie.fr

Chaque candidat doit se munir de l'attestation de visite jointe en annexe du règlement de consultation à signer par le responsable CPAM 93 chargé de la visite.

L'attestation de visite est à remettre impérativement dans l'offre.

Les soumissionnaires qui n'auraient pas rempli cette obligation et renvoyé l'attestation de visite correspondante dûment signée verront leur offre écartée.

3.6. Questions des soumissionnaires

Les questions éventuelles des soumissionnaires doivent être communiquées par écrit et transmises **via la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés (PLACE)** au plus tard le **06 mars 2026 avant 16 heures.**

La plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis est accessible sur l'URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>
Une réponse écrite de la part de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis sera fournie à tous les soumissionnaires.

4. Présentation des candidatures et offres

4.1. Pièces relatives à la candidature

- DC 1 (lettre de candidature).
- DC 2 (déclaration du candidat).

Le candidat peut présenter sa candidature d'un document unique de marché européen (DUME ou e-DUME) en lieu et place des DC1 et DC2.

Les formulaires sont téléchargeables à l'adresse Internet suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ou un document unique de marché européen (DUME) disponible sur <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

- Pour le lot 9 : Câblage catégorie 6A et courants forts, se reporter au CCTP de ce lot concernant les justificatifs particuliers à fournir dans l'offre (matériels, garanties constructeurs...)

Capacité économique et financière :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

Si, pour une raison justifiée l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen.

Capacité technique et professionnelle :

- Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Des certificats de qualification professionnelle établis par l'organisme indépendantes. Dans ce cas, l'acheteur tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres ;

Si le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus.

Sous-traitance :

Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant ce sous-traitant. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce sous-traitant pour l'exécution de l'accord-cadre, le candidat produit un engagement écrit de ce sous-traitant.

4.2. Pièces relatives à l'offre

Le dossier offre doit être composé impérativement des éléments suivants :

Offre administrative :

- L'attestation de visite dûment complétée et signée par le représentant de la CPAM 93 ;
- Les attestations d'assurance civile, professionnelle et décennale en cours de validité ;
- L'Acte d'Engagement (AE) et annexes (BPU, etc) ;
- Le mémoire technique du candidat permettant d'examiner sa proposition au regard des besoins de l'Organisme et des critères définis au présent document ;
- Toutes les pièces nécessaires à l'analyse des sous critères techniques. Voir article 5 ci-après ;
- Un formulaire DC4 en cas de sous-traitance ;
- Pour chacun des sous-traitants envisagés, le soumissionnaire doit indiquer dans son offre le montant et la nature des prestations qu'il envisage sous-traiter ;

Offre technique :

L'offre technique devra à minima présenter les points suivants :

Une proposition technique détaillée précisant les dispositions que l'entreprise s'engage à adopter pour l'exécution de la prestation, exposant les choix techniques. Ce document comprendra toutes les justificatifs et observations du soumissionnaire et notamment :

- Moyens humains mobilisés affectés à l'accord cadre ;
- Descriptif de la méthodologie et des moyens matériels mobilisés pour l'exécution de l'accord cadre ;
- Gestion des déchets et toute autre action mise en œuvre par l'entreprise dans le cadre de sa démarche environnementale.

L'offre technique devra impérativement être établie selon le plan présenté ci-avant et traiter de manière exhaustive tous les points mentionnés.

Offre commerciale :

Le tableau Bordereau de Prix Unitaires dûment complété en version xlsx (Excel).

Groupement des offres :

Les entreprises peuvent se présenter, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un groupement. Celui-ci aura la forme de groupement solidaire avec désignation d'un mandataire commun.

En cas de groupement, tous les membres doivent fournir les éléments demandés ci-dessus.

5. Jugement des offres et attribution du marché

5.1. Jugement des offres de l'Accord Cadre

L'accord-cadre sera mono attributaire à bons de commande par lot. Il sera attribué au candidat ayant présenté par lot, l'offre économiquement la plus avantageuse. Le Maître de l'ouvrage choisira les attributaires sur la base des critères de sélection.

Concernant l'analyse du critère prix, la CPAM utilisera le principe du chantier masqué.

Il sera tenu compte des critères suivants :

Pour l'ensemble des lots :

Critère prix	40%
Chantier masqué :	100%
Critère technique	60%
Décomposé en sous critères techniques :	

-	1 : Moyens humains mis en œuvre	40 %
-	2 : Méthodologie mise en œuvre	50 %
-	3 : Démarche environnementale	10 %

5.2. Négociation

A l'issue de l'analyse technique et financière des offres de l'accord-cadre, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de négocier avec les trois entreprises les mieux disantes, ou de procéder à une attribution directe.

Cette négociation ne peut changer l'objet de l'accord-cadre ni en modifier substantiellement les termes. Les négociations porteront sur la proposition financière et/ou la proposition technique de l'offre proposée.

Les négociations auront lieu par le biais de la Plateforme PLACE.

La CPAM de Seine-St-Denis se réserve le droit d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales, sans négociation.

Le Pouvoir Adjudicateur aura recours à un marché négocié en cas de réception, uniquement, d'offres irrégulières ou inacceptables.

Les candidats seront informés individuellement du résultat de la consultation.

5.3. Attribution de l'accord-cadre

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre produira dans un délai de **5 jours** à compter de la demande du maître d'ouvrage :

- les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et 8 du Code du travail ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.
- une délégation de pouvoir de la personne habilitée à engager l'entreprise lorsque le signataire des pièces du dossier est différent du représentant légal de l'entreprise ;

Le candidat devra produire également, en application des articles L. 8254-1 et D. 8254-2 à 5 du Code du travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L. 5221-2-2°. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le candidat sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que l'accord-cadre ne lui soit attribué.

6. Conditions d'envoi des propositions

6.1. Conditions de la dématérialisation

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Aucun autre mode de transmission n'est autorisé.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les formats électroniques acceptés sont : .doc, .xls et .pdf.

La signature électronique de ces documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. Dans ce cas, l'acte d'engagement de l'entreprise attributaire sera re-matérialisé et signé.

Si le candidat décide de signer électroniquement les documents, il devra respecter les prérogatives suivantes :

- Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.
- Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.
- Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

6.2. Copie de sauvegarde

Parallèlement à l'envoi électronique de leur dossier, Les candidats ont la possibilité de sécuriser leur réponse par une « copie de sauvegarde ».

Cette « copie de sauvegarde » pourra être transmise, soit sur support papier, soit sur support physique électronique (CD-ROM, clé USB, disquette, sauf DVD-ROM). Elle parviendra sous pli scellé comportant la mention lisible « copie de sauvegarde » avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation.

- Elle peut être envoyée par lettre recommandée avec Avis de Réception Postal, à l'adresse suivante :

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
DIRECTION DU SECRETARIAT GENERAL
TSA 20001
93025 BOBIGNY CEDEX

- ou remise contre récépissé à l'adresse suivante :

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
DIRECTION DU SECRETARIAT GENERAL
195 AVENUE PAUL VAILLANT COUTURIER 93014 BOBIGNY
A l'attention du Département Achats et Marchés

Nom ou dénomination du candidat :

Objet de l'accord-cadre : Travaux divers d'entretien, de rénovation, d'aménagement et/ou de réaménagement des locaux à réaliser dans les sites de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis.

7. Renseignements complémentaires et voies de recours

7.1. Renseignements complémentaires :

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires en vue de répondre à la présente consultation, les candidats devront déposer leur question sur la plateforme « PLACE » au plus tard **6 jours ouvrés** avant la date limite de remise des offres.

Dans le cas où une question parviendrait passé ce délai, l'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis se réserve le droit de ne pas y répondre.

Une réponse commune sera adressée à tous les candidats ayant retiré le dossier via la plateforme de dématérialisation, au plus tard **4 jours** avant la date de remise des offres pour autant que la demande ait été faite en temps utile.

7.2. Voies de recours :

Application du décret n° 2009-1456 du 27 novembre 2009 relatif aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique.

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal de Grande Instance de Paris (TGI), 29 - 45 Avenue de la Porte de Clichy, 75017 Paris.
Tél. 01 44 32 51 51.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus

Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis – Direction du Secrétariat Général – Département Marchés Achats – 195 avenue Paul Vaillant Couturier 93014 Bobigny cedex – Tél. : 01 48 96 47 59.